

3 mai 2013

Obama n'échappe plus à Guantánamo



Une cellule à Guantanamo. (Photo AFP)

RÉCIT. Le président américain s'est à nouveau engagé à fermer le camp.

Par **LORRAINE MILLOT** Correspondante à Washington

«Je continue de croire que nous devons fermer Guantánamo.» Après bientôt cinq mois de grève de la faim généralisée parmi les détenus de la prison militaire américaine sur l'île de Cuba, Barack Obama a soudain réitéré cette semaine son appel à fermer le camp. «Il est essentiel pour nous de comprendre que Guantánamo n'est pas nécessaire à la sécurité des Etats-Unis», a développé le Président mardi au cours d'une conférence de presse marquant les cent premiers jours de son deuxième mandat. *Cela coûte cher. C'est inefficace. Cela nuit à notre réputation internationale. Cela entrave la coopération antiterroriste avec nos alliés. C'est un argument de recrutement pour les terroristes. Il faut le fermer.*»

«**Désespoir**». Un nouveau «M. Guantánamo» pourrait être nommé prochainement au ministère des Affaires étrangères, a indiqué cette semaine la Maison Blanche, afin de poursuivre le «triage» et le renvoi des détenus considérés comme libérables vers leur pays d'origine ou des pays tiers. De mai 2009 à

janvier 2013, l'ambassadeur Daniel Fried avait déjà été chargé de ce travail et réussi à en faire sortir une soixantaine. Sur la fin, ses efforts ne semblaient pourtant plus rien donner et son bureau avait été fermé en janvier sans qu'un successeur ne soit désigné.

C'est dans ce contexte qu'a débuté début février le mouvement actuel de grève de la faim, le plus grave de l'histoire de Guantánamo. Selon les avocats qui parlent épisodiquement aux détenus, il a été déclenché à la suite de fouilles trop «agressives», les détenus s'indignant en particulier de l'inspection de leurs corans. Le commandement actuel du camp, qui change chaque été, est revenu à des méthodes brutales et provocatrices, auxquelles les détenus n'étaient plus habitués. Le fond du problème est pourtant «le désespoir» des prisonniers : détenus depuis des années le plus souvent sans procès ni même charges retenues contre eux, ils n'auraient plus que la mort pour sortir du camp, dramatisent leurs avocats.

Congrès. En janvier 2009, deux jours après son intronisation, Obama avait signé un décret prévoyant la fermeture du camp dans l'année. En décembre 2009, il ordonnait l'achat par le gouvernement fédéral d'une prison de l'Illinois, pour y transférer les détenus restants. Le Congrès, à majorité démocrate à l'époque, s'était insurgé et avait refusé d'octroyer les fonds pour créer ce «Guantánamo du nord». Depuis, Obama s'est retranché derrière l'hostilité du Congrès et ne semblait même plus guère s'en préoccuper, jusqu'à ses déclarations de cette semaine. *«Je vais examiner toutes les options dont dispose notre administration, a promis mardi le Président. Mais au final, nous aurons aussi besoin de l'aide du Congrès.»* Sans même l'aval du Parlement, rétorquent avocats et militants des droits de l'homme, Obama pourrait déjà faire valoir que la «sécurité nationale» des Etats-Unis est en jeu. Il pourrait ainsi faire au moins libérer plus de la moitié des détenus, considérés depuis 2010 comme «transférables».

3 mai 2013

Repères. Guantánamo

REPÈRES.

Par **LORRAINE MILLOT**

166 personnes sont encore détenues à Guantánamo. Parmi elles, trois ont été jugées et condamnées, 86 ont été déclarées «transférables» et 46 autres trop dangereuses pour être libérées.

Ouvert par l'administration Bush, le camp de Guantánamo a accueilli ses premiers prisonniers, capturés en Afghanistan, en janvier 2002. Au total, 779 hommes y ont été détenus. La plupart ont été rendus à leurs pays. Neuf sont morts en détention. Sept d'entre eux se seraient suicidés.

«L'idée que nous gardons en détention des individus qui n'ont pas été jugés est contraire à ce que nous sommes et à nos intérêts. Cela doit cesser.»

Barack Obama mardi à Washington

3 mai 2013

«Quand le tube atteint l'estomac et dépose la bouillie...»

INTERVIEW. Carlos Warner, avocat de onze détenus du camp, dénonce la brutalité du gavage des grévistes de la faim et le manque de volonté politique pour y mettre fin :

Par **LORRAINE MILLOT**

Basé à Cleveland dans l'Ohio, l'avocat Carlos Warner représente onze détenus actuellement au camp de Guantánamo, à qui il rend visite et peut aussi téléphoner épisodiquement. Il suit ainsi la grève de la faim à distance et s'inquiète d'une situation *«plus terrible que jamais»*.

Quelles sont les dernières nouvelles que vous avez de vos clients à Guantánamo ?

Nous comptons toujours 130 grévistes de la faim, comme il y a un mois déjà. Les militaires reconnaissent maintenant qu'il y a plus de 100 grévistes de la faim, parmi lesquels 24 sont nourris de force. C'est le plus grand mouvement depuis la création de Guantánamo, par son ampleur et sa durée. La situation est terrible. L'armée a reconnu que des détenus risquaient de mourir. Après quatre-vingt-cinq jours de grève, il est clair que des vies sont menacées. Il peut y avoir des infections, des pneumonies et aussi des suicides.

Avez-vous vous pu parler dernièrement à vos clients à Guantánamo ?

J'ai pu m'entretenir une heure vendredi au téléphone avec Fayez al-Kandari, un Koweïtien qui y est détenu depuis onze ans, en grève de la faim depuis le 6 février et maintenant nourri de force. Je lui ai dit que j'allais essayer de venir à Guantánamo pour négocier une issue à cette grève. Il m'a répondu que les militaires pourraient aussi bien discuter directement avec eux : nous avons des langues, nous sommes des êtres humains, m'a-t-il dit. Par le passé, les soldats avaient su parler avec les détenus, ce n'est pas le cas cette fois-ci. Actuellement, les militaires ne cherchent même pas à mettre fin à cette grève, ils n'emploient que la force face à des hommes qui sont en train de mourir de faim, nous disent les détenus. On les traite comme des animaux. On ne veut pas nous laisser vivre en paix, on ne veut pas nous juger et maintenant on ne nous laisse même pas mourir en paix, dit Fayez al-Kandari. On se croirait dans un mauvais film inspiré de George Orwell.

Ce détenu vous a-t-il décrit comment il était nourri de force ?

C'est horrible, m'a-t-il affirmé, et il a détaillé aussi la procédure à son avocat militaire. Les soldats utilisent un tube trop large, exprès, dit-il. Le détenu est attaché de la tête aux pieds pendant toute la procédure qui prend entre quarante-cinq minutes et deux heures, selon le nombre de personnes nourries de force. Les soldats insèrent les tubes par le nez, mais souvent ils ne trouvent pas le bon passage et cela fait saigner les détenus. Quand le tube passe dans les sinus, l'effet est celui d'une lame de rasoir et les larmes se mettent à couler, a décrit Fayez al-Kandari. Quand le tube arrive dans la gorge, il commence à avoir des hauts le cœur et il a du mal à respirer. A la fin, quand le tube atteint l'estomac et dépose la bouillie, selon

la vitesse à laquelle les gardes pompent la nourriture, cela le fait parfois vomir. Ensuite, quand il est de retour dans sa cellule, il a de nouveau les douleurs de la faim qu'il ne ressentait plus après quatre-vingt-quatre jours de grève. Tout cela est barbare et totalement contraire à l'éthique médicale.

L'ONU qualifie cette pratique de torture. Obama vient de répéter qu'il compte fermer Guantánamo, est-ce un nouvel espoir ?

C'est un pas dans la bonne direction, mais nous attendons des actes, pas seulement des mots. Le Président a le pouvoir, en vertu des lois existantes, d'envoyer les 86 détenus considérés comme transférables vers leurs pays d'origine ou des Etats tiers. L'Arabie Saoudite, le Qatar ou le Koweït, trois pays stables et alliés des Etats-Unis, ont des centres de réhabilitation par lesquels nombre de ces hommes pourraient passer. Pour les 74 détenus retenus sans aucune charge, les Etats-Unis devront choisir : soit les juger, soit les libérer. Il faudra là bien sûr du courage politique. Mais on ne peut pas détenir indéfiniment des gens simplement parce qu'on a peur de ce qu'ils pourraient faire à l'avenir. C'est contraire aux principes de l'Etat de droit américain.

La Maison Blanche a aussi indiqué cette semaine qu'elle compte nommer un nouveau préposé à la fermeture de Guantánamo, est-ce bien ce que vous attendez ?

Ce qu'il faut, c'est proposer un responsable non pas au ministère des Affaires étrangères, comme l'administration l'envisage, mais à la Maison Blanche. Au niveau du département d'Etat, il y a déjà eu un tel bureau et cela n'a pas permis de fermer Guantánamo.

Obama peut-il fermer le camp, n'en est-il pas empêché par le Congrès ?

Le Président aime rejeter la faute sur le Congrès pour se dédouaner, mais en l'occurrence les lois existantes lui donnent le pouvoir de transférer les détenus hors de Guantánamo si la sécurité nationale est en jeu. Obama dit lui-même que ce camp est contraire aux intérêts sécuritaires des Etats-Unis. Ce qu'il faut maintenant, c'est le courage pour faire ce que le Président lui-même estime nécessaire ! Si seulement la volonté politique était là, le camp pourrait être fermé en un an, comme Barack Obama l'avait promis en 2009.